

coloniale : déculturer, ensauvager

Désarmement moral et matériel

C'est une action politique volontaire, consciente, délibérée qui a été implacablement menée par l'armée française dans le but explicite de briser toute espèce d'unité intellectuelle et spirituelle. Engagé dès le début de l'agression coloniale, le processus d'ensauvagement des «indigènes», induit par leur déculturation et leur dés-alphabétisation, fait partie des priorités durables de l'administration coloniale. Les Algériens s'y opposent. Leur résistance est telle que le général Ducrot, membre de l'état-major militaire, ordonne, en 1864, après 34 années de guerre totale : «Entravons autant que possible le développement des écoles musulmanes, des zaouïas. Tendons, en un mot, au désarmement moral et matériel du peuple indigène.»⁽¹⁶⁾

Cette injonction criminelle est en phase, s'articule, pourrait-on dire, à celle qu'ordonne quelques années plus tôt le général-baron Bugeaud, adepte de la «guerre d'extermination totale», en sa qualité de chef des armées et de gouverneur général d'Algérie, à ses «Colonnes infernales» : «Il faut empêcher les Arabes de semer, de récolter, de pâturer.»

L'articulation entre processus de déculturation et processus de destruction des cultures vivrières, s'inscrit dans une stratégie de paupérisation socioéconomique absolue et de désintégration des communautés.

Cette stratégie est décrite dans des documents établis par des chefs de bureau arabes qui, rappelons-le, sont les ancêtres des sinistres SAS — sections administratives spécialisées —, créées en 1956.

En 1846, le chef de l'instruction publique Lepescheux note qu'il ne reste plus que 400 élèves à Alger «les malheureux, dit-il, étaient autrefois entourés de considération et vivaient dans l'aisance ; aujourd'hui à l'exception de quelques-uns ils sont tous dans la misère». Cette situation n'a rien d'exceptionnel. De nombreux rapports et enquêtes⁽¹⁷⁾ de l'armée réalisés durant les années 1850, 1860 et 1868 à Cherchell, Téniet El-Had, Jijel, Mascara, en Grande et Petite Kabylie, rapportent que «la misère de cette population est surtout la principale cause d'empêchement à l'égard de l'instruction». Bien évidemment, cette «misère» n'est jamais, selon ces rapports officiels le produit, le résultat direct du système de gouvernement colonial.

A Orléansville, «les écoles sont désertées. A Aumale : «A la suite de la disette de

1868, les zaouïas ont été complètement désorganisées, sauf dans les Beni-Djaâd où l'on en trouve encore deux.»

Près de Batna, «la misère a fait disparaître la plupart des écoles musulmanes que l'on y comptait».

A Aïn Beïda, «les Arabes, cela se conçoit, ne veulent pas payer l'instruction de leurs enfants à des tolbas alors qu'eux-mêmes meurent de faim». A Boghar : «Une misère hideuse pèse sur nos tribus, les familles sont obligées souvent à vivre de racines et de baie de genévrier... les écoles sont plus désertes que jamais.»

A Ténès, «beaucoup de familles sont obligées d'avoir recours aux racines du sol pour subvenir à leur entretien. Elles employaient à leur recherche leurs enfants, et un grand nombre d'élèves se trouvaient distraits de leurs études». Innommable, ce désastre social, économique, culturel, qu'amplifie une répression⁽¹⁸⁾ systémique favorise le repli sur soi, l'intériorisation d'une psychologie de la détresse et de la désespérance et l'enfermement dans des comportements archaïques. Cela étant, ce système de gouvernement d'exception et ses logiques de domination et d'exploitation totales n'entament pas la préservation, certes, dans les conditions les plus dures, de multiples formes de résistance anticolonialiste actives et passives, émancipatrices ou équivoques quant à leurs issues. On mesure mieux le ridicule, la mauvaise foi, le chauvinisme, ou l'ignorance, de ces larges fractions élitaires quant à «l'œuvre positive» de la France coloniale dans le domaine de l'instruction, suite aux controverses qui ont entouré l'adoption de la loi du 23 février 2005. A cet effet, une cohorte hétéroclite, mais solidaire, d'intellectuels, d'artistes et d'hommes politiques, parmi lesquels des républicains de droite et de gauche, défendront bec et ongles, à travers interventions, émissions médiatiques, écrits journalistiques et édifications idéologiques l'œuvre positive coloniale de la civilisation. Tous, sans exception, martèleront, à cor et à cri, que la colonisation a bien eu des retombées et des effets positifs, parmi lesquels, au-delà des routes et des hôpitaux, les idées, la culture, mais aussi et surtout une dimension de celle-ci : l'instruction. Parmi eux, A. Finkelkraut, vanté par l'ex-président de la République N. Sarkozy comme «la fierté de la pensée française»,

aura été l'un des plus fanatiques défenseurs de cette «œuvre». Dans un entretien accordé au journal israélien *Haaretz* du 18 novembre 2005, il assène : «On n'enseigne plus que le projet colonial voulait aussi éduquer, apporter la civilisation aux sauvages ? On ne parle que des tentatives d'exploitation, de domination et de pillage.» L'avocat Arno Klarsfeld, actuel président de l'Office français de l'immigration et de l'intégration, nommé par Sarkozy, déclare au journal *Libération* du 30 décembre 2005 : «Je ne suis pas d'accord pour abroger l'article 4 de la loi du 23 février 2005. La France a construit des routes, des dispensaires, apporté la culture...» Et il conclut : «Le nier serait de l'aveuglement historique.» D'autres propos de la même veine tenus par des personnalités, des intellectuels, des artistes très en vue, à l'image de l'essayiste médiatique Pascal Bruckner, de l'écrivain et néanmoins défenseur-de-l'identité-française-en-danger Max Gallo, de l'économiste Jacques Marseille, de l'académicien Jean-Marie Rouart, du cinéaste Alexandre Arcady et ou encore du comédien Roger Hanin, donneront la preuve que «le crâne colonial pèse encore sur la connaissance». Mais bien avant cette apologétique coloniale, en 2001, suite à la publication du déballage morbide du tortionnaire Aussaresses, un homme d'Etat⁽¹⁹⁾, républicain de gauche, rappelait avec vigueur «l'œuvre positive» de la France. Dans un texte intitulé *Cessions d'avoir honte*, il écrit : «On ne peut juger la période coloniale en ne retenant que son déroulement violent, mais en oubliant l'actif, et en premier lieu l'école, apportant aux peuples colonisés, avec les valeurs de la République, les armes intellectuelles de leur libération (...) «On peut soutenir sans paradoxe que c'est la France qui a permis à l'Algérie d'être la grande nation qu'elle est devenue».⁽²⁰⁾

Nous ne débattons pas de ces non arguments, nous avons choisi de leur opposer quelques données chiffrées — ce sont celles de l'administration coloniale —, relatives à «l'actif» scolaire, et par extension à l'élévation de l'Algérie au rang de «grande nation» par la France civilisatrice, donnée comme vérité scientifique. Vers 1880, après un demi-siècle «d'œuvre positive», 10 000 enfants algériens, sur environ 500 000, soit 1,9% d'enfants d'âge scolaire avaient accès à une école publique ou privée⁽²²⁾.

A titre comparatif, à la fin des années 1880, 100% des effectifs des 6 et 11 ans sont scolarisés en France, suite à la loi Jules Ferry⁽²³⁾ de 1882, auquel le président Hollande rendit hommage au lendemain de son investiture, sur une idée, semble-t-il, de Benjamin Stora, son conseiller historique.

Notons au passage que de nombreux his-

toriens et publicistes proches des milieux de la colonisation, mais aussi des officiers, admettaient qu'avant l'invasion coloniale, tous les enfants de 6 à 10 ans fréquentaient l'école primaire. En 1898, dix années après la promulgation pour l'Algérie de la loi sur la scolarisation obligatoire, le recteur d'académie en Algérie M. Jeanmaire, rapporte, certes dans le langage des dominants, que 97% d'enfants algériens «étaient restés étrangers à la langue française et à toute action de civilisation». Vers 1908, 30 400 enfants sur 700 000, soit 4,3% d'enfants d'âge scolaire fréquentaient, irrégulièrement, l'école coloniale. A la veille de la Première Guerre mondiale, en 1918, 5% d'enfants d'âge scolaire, soit 47 000, pour 850 000 étaient inscrits à l'école. En 1954, après 124 ans d'«œuvre positive», «l'actif scolaire» de J.-P. Chevènement, était de 10% environ d'enfants d'âge scolaire, d'après les chiffres de l'administration coloniale.

Attitude des Algériens face à l'instruction et à la langue française

Ces quelques données doivent-elles étonner ? En vérité, comme le notait en 1967 le sociologue Abdelmalek Sayad : «... Il n'a jamais été dans la nature de la colonisation d'assurer l'émancipation des colonisés, même au moyen de la langue, de l'école et de la culture coloniale. Convaincus que l'action de l'école devait, tôt ou tard, porter atteinte au fondement même de l'ordre qu'ils avaient instauré, les milieux de la colonisation ont toujours été farouchement opposés aux progrès de l'école française en Algérie».

Cette analyse est largement confirmée par les pratiques et discours des colonialistes : «Lorsqu'il y aura partout des indigènes instruits qui pourront se renseigner sur les derniers progrès de la science, alors éclatera une formidable insurrection.» D'autres considèrent que «... c'était folie d'instruire les indigènes», et de leur permettre d'accéder à une instruction susceptible de leur offrir «diplôme et orgueil», qui en «feraient des déclassés et des concurrents, des agités ou des révolutionnaires».

D'autres enfin avertissent : «Si pour cette foule de gueux... l'instruction se généralisait, le cri unanime des indigènes serait l'Algérie aux Arabes.»

Ce danger que l'instruction des «Arabes» pouvait faire peser sur le système colonial relevait des fantasmes du colonat et d'une population de «petits Blancs» qu'effrayait l'hypothétique promotion par l'école de quelques indigènes, une promotion qui leur ferait concurrence. Pour en finir avec ces fantasmes, rappelons que c'est «avec un peuple composé de 91% d'illettrés qu'en novembre 1954 fut déclenchée l'insurrection victorieuse. Cela ne veut nullement dire que le colonialisme a été vaincu par l'ignorance. Cela veut dire tout simplement que s'il avait fallu attendre pour déclencher la lutte que l'ignorance fut vaincue, l'insurrection eut été renvoyée aux calendes grecques»⁽²⁴⁾

S. H. A.

1 - Il y a une constante, une continuité historique des élites françaises depuis 1830 dans la défense de l'idée de la «mission civilisatrice» confinant celle-ci au statut de patrimoine national.
2 - Propos de l'historienne guadeloupéenne Maryse Condé.
3 - Un exemple récent très significatif. Lors des «déclenchements» des pseudos printemps arabes, des politiques, de droite de gauche et de Navarre, des universitaires, des arabologues, islamogues et autres experts avaient tous dans la bouche un même mot : «Nous devons accompagner ces révolutions» ; «Il faut accompagner ces gens». Eternel et indémodable paternalisme
4 - Ainsi parlait, en 1834, l'intendant civil d'Alger, le gouverneur civil en quelque sorte, Genty de Bussy, dans un rapport adressé à ses supérieurs.
5 - Algérie, nation et société, M. Lacheraf. Maspero, 1965.
6 - Une partie conséquente des informations mentionnées tout au long de cet article provient de l'ouvrage d'Yvonne Turin *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale*. Maspero, 1971.
7 - Général Daumas.
8 - «Y. Turin. Op., cit.

9 - En 1892, un décret colonial réglementant l'enseignement pour les «indigènes» excluait les filles.
10 - Il est important de préciser que les mosquées et les zaouïas étaient généralement pourvues d'écoles, de médersas.
11 - E. De Lumone, *Promenade à Alger* 1865.
12 - C'est nous qui soulignons
13 - Peuplée de 50 000 habitants avant 1830, la ville d'Alger d'après une évaluation coloniale n'en comptait plus que 12 000 en 1833. C'est donc 38 000 personnes qui ont fui la ville.
14 - Comme le note M. Lacheraf : «Ces choix dénotaient un ensemble de liens avec une catégorie de villes de l'Islam méditerranéen.»
15 - La population de Constantine était estimée à 20 000 habitants en 1849.
16 - Cf. Les zaouïas, Smaïl Hadj Ali, revue *Maghreb-Machrek*, n°135, 1992.
17 - Y. Turin, op, cité.
18 - Des démographes français ont estimé entre 800 000 et 1 000 000 le nombre de victimes directes ou indirectes de la guerre de conquête, entre 1830 et 1871 pour une population de 3 millions de personnes. Voir les travaux récents du démographe algérien K. Kateb.

19 - Il s'agit de Jean-Pierre Chevènement. Les graves divergences ici exprimées n'ôtent en rien sa solidarité, rare à cette époque du côté des élites politiques françaises, avec l'Algérie qui luttait contre la terreur théocratique. On comprend d'autant moins bien sa défense de la France coloniale, si ce n'est sa vision étroitement nationaliste du rôle de la France, laquelle occulte la nature impérialiste de sa politique extérieure. Cf la position française avec la Libye et la Syrie.
20 - Bachir Hadj Ali, «Culture nationale et révolution algérienne» Alger, 30 mars 1963.
22 - Nous ne débattons pas de la qualité de cet accès, ni des fonctions de dressage et de soumission de l'institution scolaire coloniale.
23 - On oublie, ou on feint d'oublier, que Jules Ferry, homme d'Etat raciste, joua un rôle considérable contre la commune de Paris et s'est enrichi en spéculant sur les denrées alimentaires durant celle-ci. Complice de Thiers dans le massacre des communards, il fut affublé du nom de Ferry-Famine par les révolutionnaires parisiens.
24 - Bachir Hadj Ali, «Culture nationale et révolution algérienne» Alger, 30 mars 1963.